

M. Boudria: Ce sont ceux qui ont été élus en profitant de la vague. Ce sont ceux-là. Ces députés conservateurs doivent souhaiter avoir perdu, car ils pourraient espérer être récompensés comme MM. Hannigan et McMurtry, un autre perdant à la direction du parti en Ontario. On lui a trouvé une bonne planque en Grande-Bretagne. Aucun électeur de ma circonscription n'a trouvé de planque en Grande-Bretagne qui lui rapporte \$135,000 ou \$114,000 par année. Beaucoup s'inquiètent encore du déficit, mais ils s'inquiètent bien plus du chômage, dans ma circonscription. Ils sont beaucoup plus préoccupés par la recherche d'un emploi ou par la préservation de leurs prestations d'assurance-chômage, parce qu'il n'y a pas d'emplois. Les agriculteurs de ma circonscription ne se demandent pas comment investir un chèque de paie de \$135,000. Ils s'inquiètent de la survie de leur exploitation. Voilà les inquiétudes de mes électeurs. Lorsque je vois leurs craintes et lorsque je vois certains gaspillages du gouvernement conservateur, qui s'est engagé d'une part à dépenser davantage et d'autre part à dépenser moins, je m'interroge réellement sur la sincérité de ses membres pendant la dernière campagne électorale.

Bien entendu, le député de Halifax-Ouest était très sincère lorsqu'il a présenté sa motion, mais il aura besoin de parler aux ministres du cabinet de leur façon personnelle de dépenser l'argent du gouvernement et de la façon dont le gouvernement distribue les nominations partisans à droite et à gauche à tous les militants. Une fois que les conservateurs commenceront à donner l'exemple à la Chambre des communes et au gouvernement du Canada, et que le premier ministre (M. Mulroney) aura supprimé cette augmentation massive du budget de son propre cabinet, cette augmentation de 57 p. 100 par rapport au budget du précédent premier ministre, nous commencerons à croire qu'ils sont sincères. Il y a quelques années, des députés conservateurs critiquaient le précédent premier ministre, en prétendant que ses ministres étaient trop nombreux. Ce comportement bourgeois de la part du gouvernement est totalement inacceptable pour mes électeurs et les autres Canadiens. J'espère que le gouvernement changera de politique.

Même si je suis d'accord avec le principe que le député de Halifax-Ouest propose, je pense que les députés conservateurs de l'arrière-ban devraient parler avec les ministres du cabinet et les inviter à réduire le parc automobile à la porte ouest et le nombre de leurs limousines. Ils devraient leur dire de cesser de dépenser de l'argent. Ils ont dépensé déjà plus de \$100,000 à rénover les bureaux des ministres du cabinet sur la colline. Un ministre en particulier, la ministre des Mines, qui qu'elle soit, a dépensé \$18,000 pour retapisser les murs de son bureau. Le gouvernement parle de réduire le déficit. Il devrait se regarder dans un miroir pour voir le genre de travail qu'il fait. Les députés gouvernementaux veulent que le Canada dépense plus d'argent pour acheter des armes, pour le matériel de défense ou des uniformes militaires; pour des limousines ou des modes de vie extravagants des ministres du cabinet et du premier ministre; mais ils veulent dépenser moins pour les pauvres. Ces gens-là ne réduisent pas le déficit, ils réorganisent les priorités

Impôt sur le revenu—Loi

de façon à augmenter le déficit en prenant l'argent aux pauvres pour le remettre aux riches. Voilà les politiques du gouvernement et voilà pourquoi je ne suis pas d'accord.

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour participer au débat sur la motion du député de Halifax-Ouest (M. Crosby) qui nous demande en somme de faire du gouvernement fédéral un organisme de charité. Si telle était la véritable intention du député, il pourrait peut-être proposer au ministre du Revenu national (M. Beatty) de donner au gouvernement fédéral un numéro aux fins des dons de charité, de sorte que nous pourrions ainsi régler les problèmes qui nous assaillent actuellement. Le député adopte une attitude naïve, absurde et simpliste. Imaginez, faire du gouvernement fédéral un organisme de charité.

Mais après tout, ce n'est peut-être pas tellement tiré par les cheveux, si on juge cette proposition à la lumière de ce que le gouvernement actuel a fait jusqu'ici. Il pourrait fort bien administrer le pays de façon à obliger le gouvernement à devenir un organisme de charité.

● (1740)

Il est étonnant d'entendre les députés ministériels parler en termes simplistes des causes du déficit et des solutions qu'ils proposent. Je présume que la proposition dont nous sommes saisis aujourd'hui pour réduire le déficit est aussi sensée que ce que nous avons entendu jusqu'ici au sujet de la politique économique sérieuse du gouvernement.

Deux questions s'imposent à propos du déficit, celle des dépenses et celle des recettes. Malheureusement, les députés ministériels s'inquiètent particulièrement des dépenses. Trop souvent, au cours de la campagne électorale, nous avons entendu répéter les rengaines dont la droite nous rebat les oreilles depuis quelques années. D'après elle, le déficit est imputable au fait que nous vivons au-dessus de nos moyens; les dépenses du gouvernement sont trop élevées; ce sont les assistés sociaux, les parasites qui nous rançonnent; il est temps de régler nos affaires, de couper ces programmes et de vivre selon nos moyens. De cette façon, une relance économique aura lieu, de nouvelles richesses seront créées et ainsi de suite. Ils utilisent les pires clichés et les phrases les plus simplistes. C'est à cela que se résume leur solution. Jamais les ministériels et les porte-parole du gouvernement ne nous parlent du côté recettes de cette équation. Ils ne soufflent mot des dégrèvements fiscaux dont jouissent les riches et les grandes sociétés. Ils observent le mutisme le plus complet à ce sujet en ne s'attaquant qu'au côté dépenses publiques de l'équation.

Une étude des pays de l'OCDE démontre que le Canada arrive à peu près bon dernier sur le plan des dépenses sociales. L'Italie, l'Irlande, la France, l'Allemagne, la Hollande, les pays scandinaves, les États-Unis et la Grande-Bretagne consacrent une plus large part de leur produit national brut au secteur social que le Canada. Comparativement aux autres pays industrialisés de l'Ouest, il est absurde de prétendre que nous dépensons plus qu'eux ou que nous vivons au-dessus de nos moyens. Pire, notre bilan n'est guère reluisant sur ce chapitre.